



Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée

Distr. générale
25 août 2014
Français
Original: anglais

Septième session

Vienne, 6-10 octobre 2014

Point 6 de l'ordre du jour provisoire*

Questions budgétaires et financières

Questions budgétaires et financières

Note du Secrétariat

1. La présente note a été établie en vertu de l'article 72, intitulé "Élaboration d'un budget", du Règlement intérieur de la Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, dans lequel il est prévu que le secrétariat établit un budget pour le financement des activités de la Conférence en matière de coopération technique entreprises conformément aux articles 29 à 32 de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, à l'article 10 du Protocole visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, à l'article 14 du Protocole contre le trafic illicite de migrants par terre, air et mer et à l'article 14 du Protocole contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de leurs pièces, éléments et munitions, additionnels à la Convention.

2. Conformément à l'alinéa c) du paragraphe 2 de l'article 30 de la Convention contre la criminalité organisée, les États parties à la Convention doivent faire des efforts concrets pour fournir une assistance technique aux pays en développement et aux pays à économie en transition afin de les aider à répondre à leurs besoins aux fins de l'application de la Convention et, pour ce faire, ils s'efforcent de verser volontairement des contributions adéquates et régulières à un compte établi à cet effet dans le cadre d'un mécanisme de financement des Nations Unies.

3. Par sa résolution 55/25 du 15 novembre 2000, l'Assemblée générale a adopté la Convention et décidé que, jusqu'à ce que la Conférence en décide autrement, ce compte serait administré dans le cadre du Fonds des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, et elle a encouragé les États Membres à commencer à verser des contributions volontaires adéquates audit compte afin de fournir aux pays en développement et aux pays à économie en transition l'assistance technique dont ils pourraient avoir besoin pour appliquer la Convention et les

* CTOC/COP/2014/1.



Protocoles qui s'y rapportent, y compris pour prendre les mesures préparatoires nécessaires à cette application.

4. Afin de satisfaire à la résolution 55/25 de l'Assemblée générale, un compte a été ouvert au Fonds des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale pour le provisionnement des activités susmentionnées.

5. Dans sa décision 2/6, la Conférence a décidé de constituer un groupe de travail provisoire à composition non limitée chargé de la conseiller et de l'aider à s'acquitter de son mandat sur l'assistance technique. Le Groupe de travail provisoire d'experts gouvernementaux à composition non limitée sur l'assistance technique a tenu sa première réunion les 16 et 17 octobre 2006, pendant la troisième session de la Conférence. À cette occasion, il a déterminé des domaines prioritaires et adopté des recommandations relatives aux activités d'assistance technique. La Conférence a fait siennes ces recommandations dans sa décision 3/4.

6. Le Groupe de travail a tenu sa deuxième réunion à Vienne, du 3 au 5 octobre 2007. Sur la base des domaines prioritaires déterminés, la Conférence a formulé un certain nombre de propositions en vue d'activités d'assistance technique. Le Groupe de travail a tenu sa troisième réunion les 15 et 16 octobre 2008, durant la quatrième session de la Conférence. Les recommandations formulées à cette occasion sont reprises dans la décision 4/3 de la Conférence. Conformément à cette décision, le Groupe de travail a tenu sa quatrième réunion à Vienne les 1^{er} et 2 octobre 2009. Il a tenu sa cinquième réunion les 19 et 20 octobre 2010, et les recommandations qu'il a formulées à cette occasion ont été annexées à la résolution 5/6. La sixième réunion du Groupe de travail a eu lieu le 17 octobre 2012, durant la sixième session de la Conférence. Cette dernière a fait siennes, dans sa résolution 6/4, les recommandations adoptées à cette occasion. La septième réunion du Groupe de travail s'est tenue du 28 au 30 octobre 2013.

7. Les contributions destinées à financer les activités d'assistance technique nécessaires pour appliquer la Convention et les Protocoles s'y rapportant ont été versées à divers comptes et projets, et non au seul compte ouvert au Fonds des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale. Conformément à l'article 30 de la Convention et à la résolution 55/25 de l'Assemblée générale, le Secrétariat invite les États Membres à verser directement des contributions au compte spécialement créé pour faciliter l'application de la Convention. En vue d'améliorer la transparence et la communication d'informations, l'annexe I à la présente note renseigne sur l'état actuel du compte [Projet GLOT60 de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC)], tandis que l'annexe II renseigne sur tous les projets mis en œuvre par l'ONUDC qui contribuent à la lutte contre le trafic et la criminalité transnationale organisée.

Annexe I

Rapport financier non vérifié sur l'utilisation des contributions versées au Fonds des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale – éléments relatifs à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée

Tableau 1

État des contributions annoncées au Fonds des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale – éléments relatifs à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée FSA6022, FSA9941 et GLOT60 – établi sur la base des informations disponibles au 31 juillet 2014 (en dollars des États-Unis)

<i>Donateur</i>	<i>Montants annoncés</i>	<i>Montants versés</i>	<i>Montants non acquittés</i>
Autriche	35 956	35 956	—
Canada	269 062	269 062	—
États-Unis	2 068 261	2 068 261	—
Fédération de Russie	50 000	50 000	—
France	1 137 144	1 137 144	—
Grèce	30 000	30 000	—
Italie	902 788	902 788	—
Japon	857 410	857 410	—
Monaco	16 432	16 432	—
Norvège	455 030	455 030	—
Pologne	19 726	19 726	—
Royaume-Uni	93 906	93 906	—
	5 935 716	5 935 716	—
Fondation asiatique pour la prévention du crime	45 243	45 243	—
NHN Corporation	500 000	500 000	—
Total	6 480 959	6 480 959	—

Tableau 2
Prévisions des besoins financiers, au 31 juillet 2014
(en dollars des États-Unis)

I.	Recettes	
a)	Contributions reçues au 31 juillet 2014	6 480 959
b)	Intérêts disponibles	43 369
c)	Soldes inutilisés des exercices antérieurs	74 665
d)	Recettes diverses	9 406
e)	Perte nette	(56 751)
Montant disponible pour les dépenses (a+b+c+d+e)		6 551 648
II.	Besoins	
f)	Montant total des dépenses pour la période allant du 1 ^{er} janvier 2000 au 31 décembre 2013 (dépenses d'appui aux programmes incluses)	4 753 079
g)	Prévisions de dépenses 2014-2015 (hors dépenses d'appui aux programmes)	1 834 000
h)	Prévisions de dépenses d'appui aux programmes 2014-2015 (13 %)	238 420
Total partiel		6 825 499
Estimation du montant supplémentaire requis (I-II)		273 851

Annexe II

Dépenses et estimations relatives aux projets mis en œuvre par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime qui contribuent à la lutte contre le trafic et la criminalité transnationale organisée, sur la base des informations disponibles au 31 juillet 2014

(Tous les montants sont nets de dépenses d'appui aux programmes)

Domaine thématique	Projet	Dépenses 2012-2013 (milliers de dollars des États-Unis)	Estimations 2014-2015 (milliers de dollars des États-Unis)
Lutte contre la traite des êtres humains			
	Prestation d'une assistance technique au Gouvernement du Bangladesh en vue du renforcement de la lutte contre la traite des êtres humains (BGDX79)	88,0	333,8
	Renforcement de l'action du Gouvernement et de la société civile face à la traite des personnes au Bhoutan (BHUX13)	—	341,1
	Programme conjoint mené dans le cadre de l'Initiative mondiale des Nations Unies contre la traite des êtres humains (UN.GIFT) et visant à lutter contre la traite des êtres humains à la frontière entre l'Argentine et la Bolivie (État plurinational de) (BOLX52)	410,4	18,7
	Appui au Secrétariat national à la justice (Brésil) en vue d'améliorer la mise en œuvre de la politique nationale de lutte contre la traite des êtres humains (BRAX63)	595,5	1 560,9
	Lutte contre la traite des êtres humains en Colombie (COLR52)	921,1	936,5
	Initiative mondiale des Nations Unies contre la traite des êtres humains (GLOS83)	378,6	88,9
	Promotion de l'application du Protocole visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, et du Protocole contre le trafic illicite de migrants par terre, air et mer, additionnels à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée (GLOT55)	2 241,9	8,0
	Programme mondial contre la traite des êtres humains (GLOT59)	1 934,70	5 596,5
	Fonds de contributions volontaires des Nations Unies en faveur des victimes de la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants (FSH)	13,2	—
	Gestion du Fonds de contributions volontaires des Nations Unies en faveur des victimes de la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants (GLOX42)	334,1	688,0
	Renforcement de l'action pénale menée contre la traite des êtres humains en République démocratique populaire lao (LAOX26)	288,3	398,9
	Évaluation nationale de la traite des personnes (MEXX48)	517,9	201,3
	Renforcement des capacités en vue de la mise en œuvre, par l'Agence nationale pour la répression de la traite des personnes et d'autres phénomènes qui y sont liés (Nigéria), du plan d'action contre la traite des êtres humains (NGAS84)	314,7	—
	Renforcement de la coopération multipartite dans la lutte contre la traite des êtres humains dans les pays d'origine et de destination (NGAX28)	141,9	—
	Promotion d'une meilleure gestion des migrations au Nigéria par le biais de la lutte contre les migrations irrégulières, en particulier la traite des personnes et le trafic illicite de migrants (NGAX41)	2 312,7	1 865
	Renforcement des capacités du Gouvernement rwandais et de ses partenaires en matière de lutte contre la traite des êtres humains (RWAX43)	239,1	—

Domaine thématique	Projet	Dépenses 2012-2013 (milliers de dollars des États-Unis)	Estimations 2014-2015 (milliers de dollars des États-Unis)
	Renforcement des capacités à réduire la traite des personnes au Sénégal (SENZ20)	–	270,0
	Programme conjoint de l'Organisation internationale pour les migrations, du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) visant, dans le cadre de UN.GIFT, à lutter contre la traite des êtres humains en Serbie (SRBX15)	370,7	–
	Renforcement de l'action pénale menée contre la traite des personnes et le trafic de migrants au Viet Nam grâce à l'amélioration des capacités de contrôle aux frontières et à la coopération internationale (VNMS79)	558,8	1,8
	Renforcement des capacités des républiques d'Asie centrale à apporter protection et aide aux victimes de la traite des êtres humains et du trafic illicite de migrants, en particulier aux femmes et aux enfants, en partenariat avec des organisations non gouvernementales et des acteurs de la société civile (XACX44)	719,7	330,8
	Initiative arabe pour le renforcement des capacités nationales de lutte contre la traite des êtres humains dans les pays arabes (XAMX59)	1 776,9	1 575,4
	Renforcement des capacités des États membres de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) aux fins de la ratification et de l'application de la Convention contre la criminalité organisée et de ses deux premiers protocoles additionnels (XASS69)	259,2	1 186,3
	Mise en place de structures d'appui et renforcement de la coopération pour aider les victimes de la traite des êtres humains en Afrique de l'Ouest (XAWX22)	388,3	143,2
	Projet régional de lutte contre la traite des personnes et le trafic illicite de migrants (XCAS26)	364,4	85,9
	Renforcement du cadre de prévention et de répression de la traite des êtres humains dans la région arabe (XMEX19)	485,2	418,0
	Renforcement de la prestation de services de protection et d'aide aux victimes de la traite transnationale entre le Bangladesh, l'Inde et le Népal (XSAZ12)	–	436,6
	Programme de partenariat de l'Organisation mondiale du Travail et du Département du développement international (Royaume-Uni) sur la traite des êtres humains: renforcement des capacités de détection et de répression (Inde) (XSAZ19)	–	200,0
	Projet sur l'enfance, volet protection: donner aux services de détection et de répression les moyens d'agir aux niveaux national et transnational pour repérer les délinquants pédosexuels qui se déplacent dans la région du Mékong et prendre des mesures efficaces à leur encontre (XSPT33)	2 435,3	429,0
	Renforcement des capacités de détection et de répression (opérations de contrôle aux frontières) et des mesures de justice pénale pour lutter contre le trafic illicite de migrants et la traite des personnes (ZAFT54)	631,0	–
	Renforcement des organisations de la société civile et de la coopération plurisectorielle en vue de mieux aider et protéger les victimes de la traite des personnes au Sénégal (nouveau projet)	–	456,0
Total partiel: lutte contre la traite des êtres humains		18 721,6	17 570,7
Lutte contre le blanchiment d'argent			
	Renforcement du Secrétariat national à la justice (Brésil) en matière de coopération judiciaire internationale, d'extradition et de lutte contre le blanchiment d'argent (BRAX66)	57,1	1 905,7

Domaine thématique	Projet	Dépenses 2012-2013 (milliers de dollars des États-Unis)	Estimations 2014-2015 (milliers de dollars des États-Unis)
	Programme mondial contre le blanchiment d'argent, le produit du crime et le financement du terrorisme (GLOU40)	5 037,6	5 861,4
	Renforcement des services juridiques et policiers chargés de prévenir et de combattre le blanchiment d'argent au Viet Nam (VNMS65)	19,8	–
	Renforcement des capacités des États membres de l'Organisation pour la démocratie et le développement économique à coopérer aux niveaux national et régional dans la lutte contre le blanchiment d'argent ainsi qu'aux fins de la saisie et de la confiscation du produit du crime (XACX51)	365,4	77,0
	Projet de lutte contre les flux financiers illicites issus de la piraterie au large des côtes somaliennes, mené dans le cadre du Programme mondial contre le blanchiment d'argent, le produit du crime et le financement du terrorisme (XEAZ08)	109,5	404,9
	Total partiel: lutte contre le blanchiment d'argent	5 589,4	8 249,0
	Lutte contre la criminalité organisée		
	Renforcement des moyens opérationnels dont dispose l'ONUDC pour aider le Gouvernement afghan à lutter contre les drogues et la criminalité (AFGK12)	148,9	–
	Sous-programme 2: détection et répression (programme de pays pour l'Afghanistan 2012-2014) (AFGK61)	5 758,6	11 000,0
	Renforcement de la capacité de contrôle aux frontières en Albanie (ALBG70)	90,9	–
	Établissement d'un bureau sous-régional de l'ONUDC pour les pays du Conseil de coopération du Golfe (AREU51)	1 766,2	1 771,0
	Renforcement des capacités de la Police fédérale brésilienne en matière de lutte contre le trafic de drogues et les autres formes de criminalité organisée (BRAI90)	109,7	–
	Renforcement des politiques de sécurité publique en Colombie (COLU99)	879,5	2 204,5
	Lutte contre la criminalité organisée et le trafic de stupéfiants à Cabo Verde (CPVS28)	1 429,4	1 831,0
	Programme pilote de contrôle des conteneurs (GLOG80)	7 213,8	14 500,4
	Programme mondial de renforcement des moyens dont disposent les États Membres pour prévenir et combattre le crime organisé et la grande criminalité (GLOT32)	2 862,6	7 792,4
	Appui à la Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée (GLOT60)	1 058,0	1 834,0
	Programme mondial d'apprentissage en ligne de l'ONUDC – Pour un monde plus sûr face à la drogue, au crime et au terrorisme (GLOU61)	759,3	1 294,3
	Lutte contre le trafic transnational d'armes par le biais de l'application de la Convention contre la criminalité organisée et du Protocole relatif aux armes à feu (GLOX34)	1 193,4	874,2
	Étude approfondie du phénomène de la cybercriminalité réalisée conformément à la résolution 65/230 de l'Assemblée générale (GLOX46)	422,2	409,5
	Programme mondial contre la cybercriminalité (GLOX76)	111,6	1 653,1
	Lutte contre le trafic en Guinée-Bissau: création, au sein de la police judiciaire, d'un service spécialisé d'enquête et de lutte contre le trafic de drogues et la criminalité organisée (GNBU44)	464,4	–
	Centre de formation des forces de sécurité de Guinée-Bissau: partenariat entre le Brésil et l'ONUDC pour la promotion de la coopération Sud-Sud (GNBU70)	593,6	93,7
	Aide à la mise en œuvre de l'Initiative Côte de l'Afrique de l'Ouest en Guinée-Bissau (GNBV13)	85,8	5,6

Domaine thématique	Projet	Dépenses 2012-2013 (milliers de dollars des États-Unis)	Estimations 2014-2015 (milliers de dollars des États-Unis)
	Renforcement des secteurs de la justice et de la sécurité au Guatemala (GTMV19)	453,4	1 444,7
	Aide à l'amélioration de la sécurité par le renforcement des capacités du Centre de Djakarta pour la coopération en matière de détection et de répression (IDNT80)	2 278,5	15,0
	Renforcement des méthodes de travail de la Direction jordanienne de la sécurité publique (JORZ09)	—	1 549,8
	Aide à la mise en œuvre de l'Initiative Côte de l'Afrique de l'Ouest au Libéria (phase 1) (LBRU97)	879,7	364,3
	Enquête nationale en vue de l'élaboration d'une stratégie nationale visant à renforcer la sécurité et la justice pour les médias au Mexique (MEXX05)	67,3	—
	Évaluation du nouveau modèle de la police fédérale mexicaine (MEXX62)	371,5	—
	Aide à la mise en œuvre du programme national intégré de lutte contre le trafic et la criminalité au Mali (phase 1) (MLIU58)	329,2	—
	Aide au Niger dans la lutte contre la criminalité organisée et le terrorisme (NGRZ03)	140,2	146,0
	Lutte contre la drogue et la criminalité organisée s'y rapportant (NGAV16)	1 160,9	14 280,7
	Renforcement du ministère public panaméen pour la mise en œuvre stratégique du nouveau système pénal accusatoire (PANX72)	—	902,0
	Renforcement du processus de développement institutionnel, axé plus particulièrement sur le renseignement et l'analyse, du Bureau national de l'information policière de la Police nationale panaméenne (PANX81)	192,0	155,4
	Aide de l'Union européenne au secteur panaméen de la sécurité (PANZ24)	—	3 450,0
	Renforcement des moyens dont dispose le Pakistan pour répondre aux menaces liées aux drogues, à la criminalité et au terrorisme: élaboration d'un programme global d'assistance (PAKU63)	136,8	—
	Sous-programme 1 du programme de pays pour le Pakistan: trafic illicite et gestion des frontières (PAKU83)	10 359,8	13 162,8
	Reprise des activités de maintien de l'ordre de première ligne dans les zones qui ont été inondées (PAKU86)	1 038,8	—
	Projet-cadre d'aide à la mise au point de nouvelles initiatives et à la mise en œuvre du programme de renforcement des capacités de lutte contre la criminalité organisée et le trafic de drogues au Panama et en Amérique centrale (PANU66)	163,2	—
	Renforcement des capacités d'identification, de saisie et de recouvrement des avoirs illicites (PERU08)	786,2	734,8
	Services consultatifs et de renforcement des capacités de détection et de répression en Afrique (RAFD21)	119,0	—
	Appui de l'ONUDC à la Commission de l'Union africaine et aux communautés économiques régionales dans le cadre de la mise en œuvre du Plan d'action de l'Union africaine sur le contrôle des drogues et la prévention du crime (2007-2012) (RAFG39)	5,7	—
	Formation assistée par ordinateur en Asie centrale (RERF60)	136,8	—
	Création d'un Centre régional d'information et de coordination pour l'Asie centrale (RERH22)	3 049,6	1 917,6
	Sous-programme 1 du programme régional sur l'Afghanistan et les pays voisins: coopération régionale entre services de détection et de répression (RERV07)	2 920,0	6 000,0

Domaine thématique	Projet	Dépenses 2012-2013 (milliers de dollars des États-Unis)	Estimations 2014-2015 (milliers de dollars des États-Unis)
	Sous-programme 2 du programme régional sur l'Afghanistan et les pays voisins: coopération internationale et régionale en matière pénale (RERV08)	1 486,0	2 576,0
	Renforcement des contrôles le long de la frontière entre l'Afghanistan et le Tadjikistan (TAJE24)	372,6	393,3
	Mise en place de moyens d'enquête spécialisés au Département des enquêtes spéciales (Thaïlande) (THAX96)	163,7	699,5
	Renforcement des contrôles aux frontières terrestres du Timor-Leste (TILX78)	143,0	509,4
	Renforcement des contrôles le long de la frontière entre l'Ouzbékistan et le Turkménistan, en particulier au poste de contrôle de Farap (TKMJ92)	7,2	–
	Renforcement des capacités de la douane et des autres services de détection et de répression à assurer le contrôle des frontières et des échanges, en particulier en ce qui concerne les régimes de contrôle des exportations/importations mis en place conformément aux instruments internationaux de lutte contre le terrorisme (TKMX57)	2,3	299,4
	Aide à la mise en œuvre du programme national intégré de lutte contre le trafic illicite de drogues et la criminalité organisée du Togo (TGOV01)	194,6	1 171,2
	Projet-cadre d'aide à la mise en œuvre du programme du Bureau régional pour l'Asie centrale (UZBU57)	105,7	280,1
	Services de conseil technique sur la criminalité transnationale organisée (XAPT70)	32,8	34,0
	Aide à la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) pour l'élaboration et la mise en œuvre d'une stratégie de lutte contre la drogue et la criminalité organisée qui y est liée en Afrique de l'Ouest (phase I) (XAMU50)	804,2	276,8
	Projet d'appui au programme régional SADC-ONUDC visant à rendre la région de la SADC plus sûre face à la drogue et au crime (XASV23)	428,0	553,0
	Renforcement des systèmes de justice pénale dans le Sahel pour une lutte efficace contre le trafic de drogues, les trafics illicites, la criminalité organisée, le terrorisme et la corruption dans la région (XAMZ17)	80,2	4 961,4
	Partenariat de lutte contre la criminalité transnationale par une action régionale organisée de détection et de répression (XAPU59)	2 026,2	1 008,7
	Établissement de communications opérationnelles en temps réel entre certains aéroports d'Afrique de l'Ouest (XAWU72)	1 996,9	3 712,6
	Pacte de Saint-Domingue et mécanisme de Managua (Système d'intégration de l'Amérique centrale-ONUDC) (XCAU81)	930,0	29,0
	Appui à A.B.1: coordination interinstitutionnelle et régionale pour la sécurité des frontières en Amérique centrale (XCAX75)	41,5	320,0
	Programme régional pour l'Europe du Sud-Est (XCEU60)	887,6	3 499,9
	Criminalité organisée et trafic illicite: programme régional pour l'Afrique de l'Est (XEAU75)	1 202,0	1 884,0
	Programme ONUDC-Union européenne pour la mise en œuvre d'une stratégie maritime régionale: projet de démarrage (XEAX67)	1 073,9	–
	Projet exécuté grâce au Fonds d'affectation spéciale destiné à soutenir les initiatives prises par les États pour lutter contre la piraterie au large des côtes somaliennes (phase II) (XEAX93)	409,5	492,2
	Aide de l'ONUDC à la lutte contre la piraterie dans le cadre du programme de sécurité maritime de l'Union européenne (XEAX94)	–	1 398,6

Domaine thématique	Projet	Dépenses 2012-2013 (milliers de dollars des États-Unis)	Estimations 2014-2015 (milliers de dollars des États-Unis)
	Fonds d'affectation spéciale destiné à soutenir les initiatives prises par les États pour lutter contre la piraterie au large des côtes somaliennes (FSD)	1 588,9	—
	Mécanisme de versement accéléré du Fonds d'affectation spéciale (XSSX11)	45,1	228,8
	Appui aux unités de lutte contre la criminalité transnationale dans le cadre de l'Initiative Côte de l'Afrique de l'Ouest (XWSV33)	—	1 271,0
	Appui au plan d'action régional de la CEDEAO contre le trafic illicite de drogues, la criminalité organisée qui y est liée et l'usage illicite de drogues en Afrique de l'Ouest (XAWZ28)	—	5 981,2
	Mécanisme visant à favoriser la ratification des traités internationaux et leur incorporation dans le droit interne (nouveau projet)	—	442,4
	Renforcement de la gouvernance et de la police des forêts dans la lutte contre la criminalité organisée liée à la corruption et visant les forêts, à l'appui de la mise en œuvre de l'initiative REDD+ (réduction des émissions causées par le déboisement et la dégradation des forêts dans les pays en développement) en Indonésie (nouveau projet)	—	1 500,0
	Criminalité transnationale organisée (nouveau projet)	—	132,0
	Renforcement des capacités du système de détection des infractions et des nouvelles formes d'activité criminelle et d'enquête sur le sujet mis en place au Ministère de l'intérieur turkmène (nouveau projet)	—	584,0
	Renforcement des capacités des services d'État turkmènes chargés d'assurer la sécurité d'une société saine (nouveau projet)	—	577,5
	Sous-programme 1: criminalité transnationale organisée et trafics illicites (nouveau projet)	—	3 545,6
	Programme de gestion des frontières et de lutte contre les trafics illicites au Myanmar (nouveau projet)	—	1 327,4
	Appui aux systèmes de renseignement du Costa Rica et d'El Salvador (nouveau projet)	—	363,0
	Renforcement de l'action des systèmes de justice pénale face à la criminalité organisée dans le golfe de Guinée (nouveau programme)	—	348,0
	Programme régional pour les Caraïbes (nouveau projet)	—	890,0
	Total partiel: lutte contre la criminalité organisée	62 397,9	116 396,6
Lutte contre les stupéfiants			
	Coopération régionale pour le contrôle des précurseurs entre l'Afghanistan et les pays voisins (AFGI85)	2 492,0	—
	Renforcement de la capacité opérationnelle de la Police afghane de lutte contre les stupéfiants (AFGJ43) 18	352,5	—
	Sous-programme 1.3: renforcement des capacités en matière de lutte contre les stupéfiants (programme de pays pour l'Afghanistan 2012-2014) (AFGK65)	1 489,2	6 000,0
	Intensification de la lutte contre le trafic de drogues et les infractions connexes dans l'État plurinational de Bolivie (BOLJ52)	613,6	1 294,8
	Initiative du Pacte de Paris (phase III): partenariat pour la lutte contre le trafic et la consommation d'opiacés d'origine afghane (GLOK31)	1 642,3	—
	Initiative du Pacte de Paris (phase IV): partenariat pour la lutte contre le trafic d'opiacés d'origine afghane (GLOY09)	675,3	3 499,5

Domaine thématique	Projet	Dépenses 2012-2013 (milliers de dollars des États-Unis)	Estimations 2014-2015 (milliers de dollars des États-Unis)
	Sous-programme 1 du programme de pays pour la République islamique d'Iran: trafic illicite et gestion des frontières (IRNV03)	1 492,0	1 217,6
	Renforcement du contrôle des drogues et de la criminalité connexe à certains postes de contrôle au Kazakhstan (KAZI76)	225,0	—
	Renforcement du Service d'État chargé du contrôle des drogues au Kirghizistan (phase I) (KGZK50)	1 340,1	1 432,0
	Élaboration de la stratégie de détection et de répression en matière de drogue en République démocratique populaire lao (LAOI95)	62,0	—
	Contrôle des précurseurs en Asie centrale (Kazakhstan, Kirghizistan, Ouzbékistan, Tadjikistan, Turkménistan) (RERE29)	641,6	193,6
	Renforcement des systèmes de détection et de répression des infractions en matière de drogue, en vue de la collecte, de l'analyse et de l'échange de renseignements en matière criminelle (RERF23)	679,0	396,3
	Renforcement des capacités institutionnelles de lutte contre la menace que présentent le trafic de drogues illicites et la criminalité organisée en Sierra Leone (SLEU74)	1 156,4	427,8
	Organisme de contrôle des drogues au Tadjikistan (phase II) (TAJH03)	1 504,1	1 357,6
	Renforcement des procédures de collecte et d'échange des informations au sein des services vietnamiens de détection et de répression des infractions en matière de drogue (VIEH65)	227,9	—
	Projet de formation à la lutte contre les stupéfiants destiné aux agents des services de détection et de répression en Afghanistan, en Asie centrale et au Pakistan (XACI97)	1 506,5	1 608,9
	Lutte contre le trafic d'opiacés afghans par la route du nord grâce au renforcement des capacités aux principaux points de passage et à la création de bureaux de liaison aux frontières (XACK22)	1 491,9	1 679,9
	Prévention du détournement de précurseurs de drogue en Amérique latine et dans les Caraïbes (XLAK04)	1 846,2	1 200,8
	Renforcement des capacités de détection et de répression en matière de drogue en Asie du Sud (XSAJ81)	204,6	657,0
	Total partiel: lutte contre les stupéfiants	20 803,0	35 246,6
	Lutte contre le trafic illicite de migrants		
	Intensification de la lutte contre la traite des personnes en Côte d'Ivoire au moyen d'une approche pluripartite (CIVZ01)	71,9	342,1
	Renforcement des mesures de justice pénale prises face à la traite des personnes et au trafic illicite de migrants en Éthiopie et à Djibouti (ETHX95)	61,7	1 047,3
	Programme mondial de lutte contre le trafic illicite de migrants (GLOT92)	239,3	2 289,8
	Promotion de la coopération entre le Mexique et l'Amérique centrale aux fins de la prévention et de la répression du trafic illicite de migrants (MEXX89)	367,1	1 256,7
	Renforcement des institutions publiques et des capacités de la société civile aux fins d'une meilleure protection des migrants qui transitent par le Mexique et qui se trouvent dans des situations vulnérables (MEXX90)	56,6	133,3
	Renforcement de l'action menée par le système de justice pénale face au trafic illicite de migrants en Afrique du Nord (XAMT14)	48,4	—

Domaine thématique	Projet	Dépenses 2012-2013	Estimations 2014-2015
		(milliers de dollars des États-Unis)	(milliers de dollars des États-Unis)
	Renforcement des capacités des services de détection et de répression à prévenir et combattre le trafic illicite de migrants dans la région de la CEDEAO et en Mauritanie (XAWT24)	10,6	—
	Renforcement de la législation pour prévenir et combattre le trafic illicite de migrants en Côte d'Ivoire, au Libéria et en Mauritanie (XAWT25)	1,9	—
	Trafic illicite de migrants: création d'une unité de coordination et d'analyse pour l'Asie de l'Est et le Pacifique (XSPT78)	2 295,9	991,1
	Renforcement des capacités opérationnelles pour prévenir et combattre le trafic illicite de migrants par voie maritime en Asie du Sud-Est (XSPX65)	1 056,2	955,9
Total partiel: lutte contre le trafic illicite de migrants		4 209,7	7 016,2
Total		111 721,6	184 479,0